

La subite chute du prix du lait plonge à nouveau les producteurs dans la détresse

Agriculture Dès le 1^{er} février, le prix indicatif du lait industriel baisse de 4 centimes par kilo. Ce qui entraînera des pertes de dizaines de milliers de francs par an pour certains éleveurs romands. Ces derniers envisagent de réduire leur cheptel, voire de cesser leur activité.

Natasha Hathaway Textes

Maussade. L'état du ciel comme celui des cœurs. En cette matinée pluvieuse à Barberêche, dans le canton de Fribourg, le producteur Daniel Aeschlimann tente de garder le moral. Ce qui le fait tenir? Sa passion pour ses bêtes: une centaine de vaches laitières qu'il bichonne et dont il connaît chaque prénom.

Une activité qu'il mène depuis quarante ans, mais qu'il envisage aujourd'hui de réduire de moitié. En cause: la chute du prix du lait. L'Interprofession du lait (IP Lait) a décidé de diminuer de 4 centimes le prix indicatif du lait de segment A, soit destiné aux produits laitiers à haute valeur ajoutée, dès le 1^{er} février. Le kilo passe ainsi de 82 à 78 centimes pour les agriculteurs livrant à l'industrie, entraînant d'importantes pertes financières. D'autant plus que certains transformateurs pourraient décider d'appliquer une baisse encore plus drastique.

Notons que dans le canton de Fribourg, le lait vendu à l'industrie représente 43% du lait des 1100 producteurs affiliés à la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie (FSFL). Côté vaudois, environ 1000 exploitations laitières sont recensées d'après Prométerre. L'association ne connaît toutefois pas la part du lait destinée à l'industrie.

Influence européenne

Cette recommandation fait suite à une production nettement supérieure à celle de 2025, soit plus de 10% en décembre, indique Mireille Hirt-Sturny, vice-présidente de la FSFL et membre du comité d'IP Lait. Cette situation s'explique, d'une part, par l'utilisation d'un fourrage de très bonne qualité l'année dernière et, d'autre part, par la dynamique du marché européen.

«La production laitière dépend fortement des conditions météorologiques car celles-ci déterminent la quantité et la qualité du fourrage à disposition. Cela engendre habituellement des fluctuations annuelles de 1 à 2%. De plus, en Europe, il y a également trop de lait et les prix ont chuté. Quand la différence entre le prix du lait suisse et le prix européen est trop importante, l'exportation de nos fromages est difficile. Simultanément, des fromages bon marché arrivent dans notre pays. Ceci est dû à l'accord de libre-échange sur les fromages passé avec l'UE en 2007.»

Pour le syndicat Uniterre, les producteurs paient une nouvelle fois les pots cassés d'une mauvaise gestion des quantités. Rappelons qu'en vingt ans, plus de la moitié des exploitations laitières suisses ont fermé leurs portes. Les agriculteurs sont désormais incités à faire des économies en diminuant les charges et à réduire la production en abattant des bêtes.

Difficile de se projeter

Chez Daniel Aeschlimann, emmener les vaches à l'abattoir serait un véritable crève-cœur.



Daniel Aeschlimann s'occupe d'une centaine de vaches laitières sur son exploitation à Barberêche, dans le canton de Fribourg. Actif depuis quarante ans et passionné par les bovins, il pourrait être amené à réduire son troupeau de moitié en raison de la baisse du prix du lait payé par les transformateurs. Yvain Geneva

«Il est impossible d'anticiper une telle surproduction. Surtout qu'il y a un an, c'était l'inverse: on manquait de lait à cause d'un mauvais fourrage.»

Daniel Aeschlimann
Éleveur fribourgeois

«Faut-il punir ces animaux parce qu'on a trop de lait? Je ne peux pas les tuer comme ça, même s'il y a une surproduction. C'est psychologiquement très difficile.»

En passant devant les box où s'abritent les veaux, il détaille l'investissement nécessaire: «Je suis les animaux de l'insémination à la naissance, je les élève pendant deux ans et demi jusqu'à ce qu'ils donnent leur première goutte de lait. Pendant plus de trois ans, on ne pense qu'à eux. Ce ne sont pas des numéros, mais des êtres vivants.»

Le cheptel est décidé des années à l'avance selon les quotas fixés par le transformateur (ici 700'000 kilos de lait par an). «Il est impossible d'anticiper une telle surproduction. Surtout qu'il y a un an, c'était l'inverse: on manquait de lait à cause d'un mauvais fourrage.» Cette baisse de plusieurs centimes représente une perte de 35'000 francs sur l'année pour lui. «Ça me fait réfléchir à l'ave-

nir. Dois-je investir dans un nouveau bâtiment ou diviser ma production par deux, licencier mes employés et arrêter de former des apprentis? C'est un véritable casse-tête.»

Anxiété et surcharge de travail

À Corcelles-le-Jorat, l'agricultrice Anne Chenevard produit 300'000 kilos de lait par an. Elle décrit la situation actuelle comme «très violente». «J'ai construit il y a deux ans, j'ai des prêts hypothécaires à rembourser. Quand le revenu baisse de 15% alors que les frais restent les mêmes, voire augmentent, c'est intenable. Mon entreprise n'est pas encore en péril grâce à mes réserves, mais il ne faudrait pas d'imprévus.» Ce manque à gagner empêche tout investisse-

ment et bloque les embauches, créant «un cercle vicieux d'anxiété et de surcharge de travail».

À Épendes, dans le Nord vaudois, le producteur Vincent Wasser s'attend, lui, à une perte abyssale de 150'000 à 170'000 francs de chiffre d'affaires pour sa production de 1,6 million de kilos. «Ce qui me choque le plus, c'est que nous sortons de deux ans de stabilité avec un prix correct. En quelques semaines, sous prétexte de surproduction, on passe de bien à très mauvais. Je me demande qui pilote l'avion.»

Pour lui, la filière ne fonctionne plus. Afin de limiter les dégâts, il a décidé de réduire son cheptel et ses charges salariales. «Ce qui me met le plus en colère, c'est le manque d'explications de la faitière et des responsables politiques. Certains

collègues parlent d'arrêter définitivement.»

Réflexions menées

Du côté d'Uniterre, sa secrétaire Berthe Darras partage cette exaspération. «Il faut des prix rémunérateurs couplés à une gestion des quantités. Depuis la fin des quotas laitiers en 2009, le prix n'a fait que dégringoler. Lorsqu'il n'y a plus de limites, on produit jusqu'à l'asphyxie.» Et de conclure: «C'est encore et toujours aux producteurs de payer et d'être solidaires en réduisant la production laitière.»

Interrogée au sujet de la crise que traversent les producteurs à la suite de la baisse du prix du lait, Mireille Hirt-Sturny rappelle que l'objectif principal poursuivi par IP Lait est «de ramener urgemment la production à un niveau normal afin de stabiliser le marché pour pouvoir retrouver des prix décents. Il faut aussi décharger les capacités de transformation qui risquent de ne plus être suffisantes ces prochaines semaines.»

La vice-présidente de la FSFL reconnaît toutefois qu'il est difficile pour les producteurs de réagir rapidement puisqu'ils réalisent des investissements sur le long terme. Quid de l'instauration d'un système de gestion des quantités? «Vu ce qu'il se passe actuellement, je pense que la branche doit mener une réflexion approfondie pour mieux gérer une situation semblable à l'avenir.»

Pression sur Migros pour du lait mieux rémunéré

L'Association de soutien au lait équitable (ASLE) a lancé, en fin d'année dernière, une pétition pour faire pression sur Migros. Son objectif: que le géant orange propose à nouveau dans son assortiment un lait payé 1 franc le kilo aux producteurs, afin que ces derniers puissent couvrir l'intégralité de leurs frais de production. D'autres distributeurs le font déjà, à l'image de Manor, Aldi ou Volg. À ce jour, l'ASLE a réuni plus de 10'000 si-

gnatures. L'association continuera de promouvoir son projet ces prochaines semaines avant de déposer la lettre ouverte. Elle vise notamment les médias ruraux de Suisse alémanique, comme l'explique le conseiller national socialiste vaudois Benoît Gaillard, président de l'ASLE et fervent défenseur de la démarche.

«Depuis le lancement de la pétition, la situation s'est aggravée. Les principaux transformateurs

ont fait pression pour que le prix du lait diminue encore. On touche vraiment aux limites d'un système libéralisé.» Il pointe du doigt une concentration du pouvoir d'achat: «Quatre acteurs se partagent environ 85% du marché; Emmi, Cremo, Elsa et Hochdorf. On peut qualifier cette situation d'oligopole.»

Pour préserver l'agriculture laitière en Suisse, l'élu estime qu'il devient nécessaire de réintroduire les quotas laitiers. «Nous avons

perdu 60% des fermes laitières en vingt-cinq ans. Nous risquons désormais d'atteindre un point de non-retour. C'est la souveraineté alimentaire mais aussi l'identité de nos paysages qui sont en danger.»

Selon Benoît Gaillard, si la Migros réintégrait un lait équitable dans ses rayons – elle l'avait fait durant un an avant de se rétracter –, «cela enverrait un signal fort» à l'ensemble de la filière.